

**SPÉCIAL CONGRÈS****□ Rapports parti-syndicats**

**L**e dialogue avec les forces syndicales a pris des formes diverses : contacts personnels, colloques et débats, ont permis de déterminer dans bien des secteurs une manière commune d'aborder les problèmes. De plus en plus nombreux sont les syndicalistes qui désirent dépasser les actions partielles et les revendications catégorielles, de les coordonner et de leur donner un débouché politique, faute de quoi ne peuvent être évités les dangers du corporatisme.

Dans plusieurs syndicats (ouvriers, agricoles, enseignants, étudiants), nos camarades ont d'autre part été amenés à prendre des responsabilités. Ils se tournent vers le P.S.U. et lui demandent son appui pour développer leur action dans le sens de l'alternative socialiste. La réponse à cette double demande ne réside ni dans la conception de la « courroie de transmission » qui relève le syndicat au rôle de simple appendice du parti politique, ni non plus dans la conception qui sépare totalement l'action syndicale des choix politiques.

À l'heure actuelle, la recherche d'une convergence sur les problèmes de fond est le meilleur moyen de faire avancer la réflexion sur les conditions d'une stratégie commune.

Le mouvement ouvrier français s'est scindé, dès son origine, en un mouvement syndical et un mouvement politique. Les rapports de ces mouvements entre eux n'ont jamais été définis de façon satisfaisante. Après la première guerre mondiale, les deux grands partis ouvriers ont disposé chacun d'une centrale. Mais si l'on excepte l'expérience de 1936, les deux pratiques politiques et syndicales n'ont jamais été unies en une stratégie qui permette à la fois de prendre le pouvoir et de le garder.

Les syndicats dégagent donc de plus en plus, à partir de leurs revendications catégorielles et particulières, des revendications générales (stabilité de l'emploi, reconnaissance des syndicats dans l'entreprise. Mais la structure et les traditions du mouvement syndical l'empêchent de déboucher sur le plan politique. Cependant, le 17 mai, pour la première fois depuis la scission de 1948, a eu lieu une grève fondée sur

des choix politiques reconnus ouvertement par trois des grandes centrales).

Il est donc urgent d'ouvrir maintenant les perspectives socialistes correspondantes. La stratégie commune que le P.S.U. propose, c'est-à-dire le front socialiste, suppose la mise en pratique de deux séries d'actions.

*C'est au Parti à informer ses propres syndicalistes et à dialoguer avec eux en insérant dans une stratégie globale les problèmes catégoriels.*

Au niveau national, le C.P.N. et le B.N. créeront une commission responsable dont les tâches seront l'information, la confrontation et surtout l'analyse globale des problèmes économiques et des perspectives à dégager.

Au niveau régional, une telle commission, ayant les mêmes attributions, est à installer dans la région et doit, d'une part travailler sur les réalités locales, d'autre part assurer l'adaptation des résultats dégagés par la commission nationale.

*Application de la stratégie du Front Socialiste à tous les échelons sur des problèmes concrets et précis.*

a) A partir d'une situation (licenciements, absence d'enseignement professionnel dans un secteur, etc.), le rôle du Parti dans les comités de liaison et d'action dans les syndicats est de dégager très vite les solutions plus générales du cas particulier et d'opposer des solutions socialistes à la politique néo-capitaliste du régime.

b) Trois questions sont à l'ordre du jour du Front Socialiste :

- le mouvement syndical doit-il prendre des positions politiques?
- en régime capitaliste, quelles sont les limites de la contestation syndicale ?
- quels sont les dangers d'intégration ?
- rôle du mouvement syndical en régime socialiste (défense des travailleurs, participation à l'élaboration du Plan, rôle de la gestion) .

Pour les analyser, les étudier, les résoudre, le P.S.U. engagera une série de discussions et de confrontations au niveau national avec toutes les forces syndicales des travailleurs. □